

## Conflit naxalite en Inde : quel rôle pour les organisations humanitaires ?

*Samuel Cédric Ngueda et Nancy Saurelle Ndjomo Kabayene* • Spécialistes en coopération au développement (Cameroun)

---

**Un conflit sans fin secoue l'Union indienne depuis les années 1960. Souvent oubliée dans les discussions internationales et par les médias, la « rébellion naxalite » nous renseigne sur les particularités de la société indienne ainsi que sur les inégalités sociales qui la traversent.**

---

**P**orté par l'idéologie communiste – plus précisément maoïste –, ce mouvement naxalite est pourtant digne d'intérêt, ne serait-ce que par sa longévité au sein de la cinquième économie mondiale<sup>1</sup> et dans ce pays marqué par un souverainisme hindou exacerbé. Mais comme dans tout conflit moderne, ce sont les civils qui en sont les premières victimes et, depuis 1967, les estimations tournent autour de 15 000 morts<sup>2</sup>. Des organisations humanitaires tentent de soulager leurs souffrances dans les zones de conflit tout en trouvant un terrain d'entente entre les belligérants.

### **Le gouvernement fédéral et la rébellion maoïste, deux positions irréconciliables**

Avec ses 3,28 millions de km<sup>2</sup> et sa croissance économique et démographique importante, l'Inde fait office de poids lourd sur la scène internationale. Le gouvernement indien a pris des mesures systémiques et conjoncturelles pour garantir sa sécurité nationale. Et qui dit sécurité nationale en Inde, dit protection des investissements directs étrangers et des opportunités économiques. C'est le credo des autorités du pays depuis les années 1980. Mais le développement économique a entraîné des disparités criantes entre les couches sociales, et ce sont précisément ces inégalités qui ont favorisé l'émergence d'une rébellion armée porteuse d'une autre vision de ce que devrait être l'Inde en tant que pays et nation. Pour comprendre l'enchaînement des événements tragiques qui vont conduire à cette opposition frontale entre l'État fédéral et cette rébellion naxalite maoïste – laquelle a touché 30 % du territoire indien à une certaine époque<sup>3</sup> –, il faut remonter au milieu des années 1960.

Dans l'Inde alors indépendante depuis seulement 1947, le parti communiste indien (PCI) est miné par des débats entre deux courants : un courant parlementariste et un courant révolutionnaire qui s'inspire de l'expérience chinoise. C'est après la mort de Nehru – le premier dirigeant de l'Inde – en 1964 que la rupture est consommée avec la création, par les porteurs du courant révolutionnaire, du parti communiste indien-marxiste (PCI-M), seul partisan d'une ligne maoïste prochinoise au sein de l'échiquier politique indien<sup>4</sup>. Mais la plupart des cadres du PCI-M vont définitivement rejeter le soutien

---

<sup>1</sup> *Le Point.fr*, « Le PIB de l'Inde dépasse celui du Royaume-Uni », *Le Point*, 7 septembre 2022, <https://amp.lepoint.fr/2488928>

<sup>2</sup> Guillaume Gandelin, « Inde : le naxalisme, aux origines du maoïsme indien », *Asialyst*, 3 mai 2016, <https://asialyst.com/fr/2016/05/03/inde-le-naxalisme-aux-origines-du-maoisme-indien>

<sup>3</sup> Sur les 626 districts de l'Inde, 231 furent touchés par l'insurrection maoïste. Alpa Shah, « La lutte révolutionnaire des Maoïstes continue en Inde », *Mouvements*, vol. 1, n°77, 2014, p. 71. (Article traduit par Samira Ouardi, adapté par Jean-Paul Gaudillière, Stéphanie Tawa Lama-Rewal).

<sup>4</sup> Guillaume Gandelin, « Inde : le naxalisme, aux origines... », art. cit.

chinois après que celui-ci eut pris le parti du Pakistan contre l'Inde dans la guerre de 1965. Pire encore, ils s'allient au tiède et bourgeois PCI pour remporter et gouverner le Bengale-Occidental dès 1967.

Dans l'Inde des années 1960, les conditions sont propices pour qu'éclate une révolution populaire : une population à 80 % rurale et de nombreuses campagnes oubliées du modèle de développement économique nehruvien fondé sur l'industrialisation à marche forcée à la soviétique<sup>5</sup>. Deux années consécutives de sécheresse (1965-1966) n'ont pas arrangé les choses pour l'agriculture du Nord de l'Inde qui aurait peut-être sombré dans la famine sans l'aide du programme d'aide alimentaire américain. Profitant de cette situation, les cadres maoïstes ont mis en œuvre leur révolution prolétarienne qui naquit à Naxalbari, un village du Bengale-Occidental, le 3 mars 1967. Le 25 mai de la même année, une violente révolte éclate qui voit les assauts de paysans, de laboureurs et des Adivasi<sup>6</sup> contre les greniers des seigneurs féodaux possédant des terres dans ce même village. Très vite, le mouvement s'étend à d'autres villages<sup>7</sup>, d'où la formule « mouvement naxalite » sous laquelle il est souvent désigné. La Chine profite de l'occasion pour apporter son soutien au mouvement par l'entremise du journal du parti communiste chinois, le *Quotidien du Peuple*, qui, dans son édition du 5 juillet 1967, le qualifie de « grondement du tonnerre de printemps déferlant sur la terre indienne<sup>8</sup> ».

Le mouvement prendra rapidement de l'ampleur dans les autres États de l'Inde, touchant déjà les grandes villes comme Calcutta, mais la réponse du gouvernement de New Delhi sous Indira Gandhi est sans merci. À l'été 1971, l'opération *SteepleChase* réduit à néant les capacités d'organisation du PCI-ML (L pour léniniste). Les leaders comme Charu Mazumbar sont incarcérés et certains mourront en prison. Le mouvement explose en une quarantaine de groupes plus petits sans véritable envergure politique, et les factions naxalites se replient dans les forêts des actuels États du Chhattisgarh, Bihar, Jharkhand, Maharashtra, d'Odisha, de l'Andhra Pradesh et du Telangana, d'où elles mèneront des actions de guérilla.

Depuis, elles ont su évoluer en s'appuyant sur les caractéristiques sociales indiennes et en devenant le porte-voix des populations tribales du centre et de l'est de l'Inde, délaissées par l'État<sup>9</sup>. Dans certains cas, les mouvements naxalites ont établi une véritable administration avec des tribunaux populaires, des impôts et une redistribution équitable des terres dans les communautés. Dans un contexte de pauvreté, de débats sur la propriété des terres et d'accès aux richesses minières de la région, les autorités officielles ont – selon Ghazala Wahab, spécialiste des questions de sécurité en Inde – échoué à convaincre les

---

<sup>5</sup> *Idem*.

<sup>6</sup> « Adivasis (ou Adivāsīs) et Aborigènes de l'Inde sont des termes collectifs qui désignent les tribus du sous-continent indien considérées comme autochtones dans des régions (forêts) de l'Inde où elles vivent, en tant que cueilleurs ou en tant que communautés tribales sédentaires. Ces tribus forment une minorité substantielle de la population du pays. Elles représentent 8,6 % de la population du pays en 2018, soit plus de 100 millions de personnes. » [source : Wikipedia]. Les contours sociologiques de ces communautés restent néanmoins complexes à définir : voir Bertrand Lefebvre, « Les minorités tribales dans les territoires de l'Union indienne », *Géococonfluences*, mars 2015, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/le-monde-indien-populations-et-espaces/corpus-documentaire/les-minorites-tribales-dans-le-territoire-indien>

<sup>7</sup> Niranjan Sahoo, "Half a century of India's Maoist insurgency: An appraisal of State response", *ORF Occasional Paper*, No. 198, June 2019, Observer Research Foundation, <https://www.orfonline.org/research/half-a-century-of-indias-maoist-insurgency-an-appraisal-of-state-response-51933>

<sup>8</sup> Il faut préciser qu'en 1962, une guerre a opposé la Chine à l'Inde et que, depuis 1959, cette dernière accueille le Dalai Lama et ses compagnons en exil du Tibet, région chinoise. D'après Thomas Lynch, la Chine n'a d'ailleurs pas mené une campagne de grande ampleur visant à soutenir les Naxalites. Thomas F. Lynch III, "India's naxalite insurgency: history, trajectory, and implications for U.S-India security cooperation on domestic counterinsurgency", *Strategic Perspectives*, no. 22, October 2016, p. 10.

<sup>9</sup> La législation de 2005 sur les zones économiques spéciales vise à établir des zones industrielles privées sur des milliers d'hectares et concerne les régions tribales où des centaines de partenariats public-privé ont été conclus. Ces zones ont été désignées comme objectif de conquête par les Naxalites dans leur circulaire du 12 juin 2009. Valérie Fernando, « La politique de développement indiennes aux prises avec le naxalisme », dph (dialogues, propositions, histoires pour une citoyenneté mondiale) 2009, <https://base.d-p-h.info/fr/fiches/dph/fiche-dph-8008.html>

## HUMANITARIAN ALTERNATIVES

autochtones du bien-fondé de leur politique<sup>10</sup>. Il faut préciser néanmoins que les méthodes violentes des Naxalites ne convainquent pas non plus toujours les populations locales, lesquelles se retrouvent prises entre deux feux.

Face à cette menace, le gouvernement indien a qualifié le mouvement de « plus grave menace à la sécurité nationale », une formule qui les assimile *de facto* à un groupe terroriste. En septembre 2009, le gouvernement a mobilisé 75 000 militaires et paramilitaires (opération *Green Hunt*) – sans compter la police fédérale, la police indo-tibétaine, la police des frontières et le bataillon indien de réserve – pour déloger le mouvement dans cinq États, en particulier de ses bastions du Jharkhand. Il s’agissait là de la plus grande offensive militaire interne de l’histoire du pays<sup>11</sup>, une opération s’expliquant en grande partie par le fait que le Jharkhand abrite certaines des plus importantes réserves de matières premières minérales de l’Inde. Cet État produit en effet 40 % du charbon, 40 % du fer, 45 % du mica, 48 % de la bauxite, 90 % de l’apatite et 100 % du cyanite du pays. Une manne qui attire des multinationales comme ArcelorMittal, Rio Tinto, Vedanta Ltd, Posco<sup>12</sup>. De fait, les maoïstes naxalites ont tout particulièrement ciblé Mittal par des attaques contre ses sites et par la diffusion de 20 000 CD de chansons qualifiant Mittal de « pilleur du Jharkhand ». Depuis l’opération *Green Hunt*, les affrontements entre forces de l’ordre et de défense indiennes et militants maoïstes n’ont jamais cessé, en grande partie en raison de la brutale répression des forces armées indiennes qui ne fait qu’amener des volontaires à venir grossir les rangs des maoïstes.

**Tableau** – Nombre d’affrontements et d’accrochages entre les forces de défense indiennes et les rebelles maoïstes entre 2010 et 2022.

ANNÉE	NOMBRE D’« INCIDENTS »
2010	58
2011	69
2012	66
2013	75
2014	140
2015	110
2016	143
2017	92
2018	85
2019	81
2020	75
2021	113
2022	74

Source : <https://www.satp.org/datasheet-terrorist-attack/surrender/india-maoistinsurgency>

<sup>10</sup> Fabrice Deprez, « En Inde, la guérilla maoïste frappe à nouveau », *La Croix*, 7 avril 2021, <https://www.la-croix.com/Monde/En-Inde-guerilla-maoiste-frappe-nouveau-2021-04-07-1201149794>

<sup>11</sup> Alpa Shah, « La lutte révolutionnaire des Maoïstes... », art. cit., p. 58-59.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 69-70.

### Un difficile chemin vers une solution de paix

Faire entendre le problème de la répression que subit ce mouvement naxalite en Inde n'est pas chose aisée. D'une part, l'essentiel de la population indienne – notamment les classes sociales élevées tournées vers d'autres horizons – méprise les populations tribales considérées comme « primitives ». D'autre part, le gouvernement indien verrouille et encadre l'action des activistes qui s'investissent dans cette cause. Ainsi l'éminent médecin Binayak Sen, membre de l'organisation non gouvernementale (ONG) Rupantar – spécialisée dans l'agriculture et la santé communautaire dans l'État du Chhattisgarh – a-t-il été arrêté en 2007, au motif qu'il aurait transmis des messages à un militant naxalite emprisonné auquel il rendait visite dans le cadre de ses activités. Le gouvernement s'appuyait sur une loi de 2005 sur le terrorisme facilitant l'incarcération de personnes suspectes. Sous la pression de vingt-deux lauréats du prix Nobel et à la suite d'une décision de la Cour suprême, il sera libéré le 25 mai 2009 sous caution<sup>13</sup>. En outre, l'organisation *Vanvasi Chetna Ashram* de Himanshu Kumar a vu ses locaux détruits au bulldozer par la police dans l'État du Chhattisgarh sous prétexte d'une occupation illégale de terrain. L'acharnement du gouvernement contre cette organisation ne s'explique pas seulement par le travail qu'elle mène au quotidien auprès des communautés pauvres adivasis, mais surtout pour les enquêtes qu'elle diligente sur les crimes des troupes militaires et paramilitaires dans le Chhattisgarh (comme la révélation du massacre du village de Singavaram<sup>14</sup>). Et en Inde comme ailleurs, le qualificatif de soutien au terrorisme (en l'occurrence naxalite) suffit à discréditer largement le mouvement maoïste auprès de l'opinion publique. Tout comme il permet de discréditer d'autres opposants au gouvernement.

Le projet politique du mouvement naxalite propose clairement de modifier les cadres de coopération entre individus, et de s'écarter ainsi des formes traditionnelles d'organisation de la société indienne. Son projet n'est pas seulement de mettre sur pied une société communiste, il travaille à la transformation, voire à l'éradication des hiérarchies existantes en Inde. Un tel projet est susceptible de rallier au-delà de ses soutiens habituels, dans une société indienne consciente des inégalités qui la traversent, et que le gouvernement est lui-même conscient de devoir prendre à bras-le-corps. Une préoccupation que portent peut-être même davantage certains autres gouvernements de divers États du pays. Mais peut-on imaginer que sur cette bataille sociale, cette vision du parti communiste d'Inde puisse être portée par des ONG qui, de fait, viendraient en appui au gouvernement pour travailler avec les populations locales dans les zones en conflit et ainsi tendre à une réconciliation entre les différentes classes existantes ?

Rien n'est moins sûr, mais les ONG indiennes peuvent tout à fait s'impliquer dans le processus de paix (troisième volet du Nexus promu par l'Organisation des Nations unies) entre les différentes parties. La plupart des militants membres d'ONG sont des activistes ou des intellectuels qui connaissent l'importance de la vision indienne d'une nation unie et fière. Il s'agirait d'amener les deux parties à une table de négociation. Le lobbying doit aussi jouer son rôle pour inciter les ministres en chef des États, jusqu'alors récalcitrants, à appliquer la loi de 1996 qui confirme l'interdiction faite aux non-tribaux d'acheter de la terre dans les régions classées comme tribales<sup>15</sup>. C'est, à coup sûr, un préalable

---

<sup>13</sup> Christine Lutringer, *Gouvernance de l'agriculture et mouvements paysans en Inde*, Institut de hautes études internationales et du développement, Éditions Karthala, 2012, p. 222-223.

<sup>14</sup> Countercurrents.org: "Attack on Vanvasi Chetna Ashram in Chhattisgarh", 11 June 2009, <https://countercurrents.org/dobhal110609.htm>

<sup>15</sup> Il s'agit d'un problème de gouvernance, comme l'ont relevé Abid Ali et Sant Lal dans leur article. Abid Ali and Sant Lal, "Naxalite movement in India: Causes and solutions", *International Journal of Informative and Futuristic Research*, vol. 2, no. 8, April 2015, p. 2977, [http://www.rmlnlu.ac.in/pdf/6-NAXALITE\\_100620.pdf](http://www.rmlnlu.ac.in/pdf/6-NAXALITE_100620.pdf)

si les autorités veulent mettre fin à ce conflit qui dure depuis plus d'un demi-siècle, quand bien même les naxalites sont en perte de vitesse sur le terrain.

Nous avons la faiblesse de croire que la confiance entre les parties peut être rétablie, et que les ONG peuvent servir de relais : convaincre le gouvernement et les rebelles maoïstes d'un dialogue indo-indien sur la base de l'exemple colombien, où toutes les parties se retrouvent gagnantes. Le renforcement des capacités locales pour la paix dans les zones vulnérables est indispensable par le truchement des projets de développement qui respectent les communautés locales et leurs coutumes. C'est une question de volonté politique, mais l'orgueil du gouvernement central cédera-t-il devant la volonté des associations et des ONG de se faire intercesseuses de paix ? On peut en douter, malheureusement, quand on sait que l'Inde a coupé tout financement étranger aux ONG sans autorisation spéciale et que plus de 6000 associations n'ont pas obtenu le renouvellement de leur accréditation en 2022<sup>16</sup>.

S'il est une chose que la rébellion naxalite démontre depuis plus de cinquante ans, c'est que si l'Inde a connu un développement impressionnant, elle conserve néanmoins d'énormes poches de faiblesse qui peuvent gager son avenir. Dans le cadre du conflit naxalite, la voie armée ne doit plus être la seule solution possible : plus les militants maoïstes de la cause adisavi seront muselés, plus les terres seront exploitées, et plus le mouvement naxalite persistera. Le gouvernement doit faire de la société civile un partenaire dans la résolution pacifique de ce conflit.

---

### Biographies

**Samuel Cédric Ngueda** • Diplômé en Coopération au développement et action humanitaire de l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC) et en Histoire des relations internationales de l'université de Yaoundé I, Samuel est chercheur indépendant. [ngueda.sc@gmail.com](mailto:ngueda.sc@gmail.com)

**Nancy Saurelle Ndjomo Kabayene** • *Monitoring assistant* au Programme alimentaire mondial au Cameroun, Nancy est également diplômée en droit public à l'université de Yaoundé II-SOA et diplômée en Coopération au développement et action humanitaire à l'Institut des relations internationales du Cameroun (IRIC). [saurellendjomo@yahoo.fr](mailto:saurellendjomo@yahoo.fr)

---

*Reproduction interdite sans l'accord de la revue Alternatives Humanitaires. Pour citer cet article :*

Samuel Cédric Ngueda et Nancy Saurelle Ndjomo Kabayene « *Conflit naxalite en Inde : quel rôle pour les organisations humanitaires ?* » *Alternatives Humanitaires*, n° 21, novembre 2022, p. 76-85.  
<https://www.alternatives-humanitaires.org/fr/2022/11/21/conflit-naxalite-en-inde-quel-role-pour-les-organisations-humanitaires/>

---

<sup>16</sup> « Inde : des milliers d'associations interdites de recevoir des fonds de l'étranger », *Rfi*, 2 janvier 2022, <https://www.rfi.fr/fr/asie-pacifique/20220102-inde-des-milliers-d-associations-interdites-de-recevoir-des-fonds-de-l-%C3%A9tranger>